

Seuls les commencements sont toujours « nouveaux »

Walter Baier

Économiste autrichien et coordonnateur du réseau Transform ! Europe qui est membre du Conseil international du Forum social mondial

Le Forum social mondial (FSM) est né à un moment où le néolibéralisme déterminait l'agenda des classes dirigeantes. Elles proclamaient avec force que, face à lui, « il n'y a pas d'alternative ».

Les initiateurs du FSM étaient déterminés à transformer la protestation mondiale contre la globalisation capitaliste en un mouvement alternatif. La gauche politique traditionnelle n'avait pas encore surmonté sa défaite des années 1990. Pour beaucoup de ceux qui s'opposaient à l'hégémonie néolibérale, elle ne représentait pas une alternative. Dans ce contexte, le slogan « Un autre monde est possible » n'était pas seulement courageux, il a également constitué un point de ralliement pour ceux qui refusaient la proclamation de « la fin de l'histoire ». C'est le principal et indéniable mérite du FSM.

Dix ans plus tard, la situation a changé. La suraccumulation de capital et de pouvoir, poussée par la mondialisation capitaliste néolibérale, a entraîné le monde dans la crise de l'économie capitaliste la plus profonde depuis les années 1930. Les forums sociaux se sont alors trouvés confrontés à de nouveaux défis. Les conflits économiques et politiques sont passés au Sud de la planète, et l'Amérique latine—il y a seulement 20 ans, au centre des réformes structurelles néolibérales—est devenue un espace majeur de lutte pour l'indépendance économique, sociale et politique. Les forums sociaux mondiaux ont également joué un rôle dans ce processus.

Transform! a accompagné ce processus dès le départ. Transform! a été fondé comme réseau d'instituts européens de gauche dans le cadre du premier forum social mondial de Porto Alegre. Il y a présenté une plate-forme pour rassembler différents acteurs européens de gauche. En 2006, Transform! est entré au Conseil international du FSM. Ce n'est un secret pour personne que le défi politique apparu comme évident lors du premier forum social européen de Florence a joué un rôle important dans la fondation du Parti de la gauche européenne. Notre propre expérience nous conduit donc à affirmer que le Forum social est un espace d'incubation qui permet de faire émerger de nouvelles structures, et nous pouvons expliquer comment cela s'est passé.

Une innovation : la Charte de Porto Alegre

On entend parfois dire aujourd'hui que la dynamique originale des forums sociaux s'est perdue. En effet, l'euphorie initiale a quelque peu diminué. Cela s'explique en partie du fait que chaque «nouveau mouvement social» n'est nouveau que pour une courte période. Son importance historique ne peut vraiment se mesurer que plus tard, lorsque l'innovation qu'elle incarnait perdue une fois perdu l'attrait de la nouveauté.

Les innovations du forum social mondial, telles qu'elles se traduisent dans la Charte de Porto Alegre, peuvent se résumer ainsi :

- Le forum est un espace pluraliste et ouvert, dans lequel des militants sociaux différents peuvent se rencontrer à égalité. En théorie, il devrait n'y avoir aucune hiérarchie, ni de militants ni de luttes.
- La diversité des militants n'est pas considérée comme une faiblesse du mouvement qu'il faudrait surmonter le plus rapidement possible. Elle reflète plutôt la réalité de l'oppression capitaliste et des forces qui lui résistent. Ainsi, la reconnaissance de la diversité devient une force réelle.
- Les «propriétaires» des forums sociaux ne sont pas des gouvernements ou des partis politiques, mais la société civile, c'est-à-dire les syndicats, les mouvements écologiques et pour les droits de l'homme, ainsi que les ONG.

Ces principes méthodologiques sont-ils encore pertinents aujourd'hui ? Le dernier principe, en particulier, a été, dès le début, objet de controverse et l'est encore aujourd'hui. Cela a même eu, en partie, des répercussions sur le succès des forums sociaux qui ont été capables de peser non seulement sur l'agenda des partis mais aussi sur celui des gouvernements. La question de savoir quels rapports le forum social doit entretenir avec les gouvernements et les partis politiques qui ont un regard positif sur les objectifs du forum est donc une question sujette à de nombreux débats. On pose parfois cette question non pas de façon politique mais «idéologique». Mais, selon moi, on ne peut en débattre du point de vue de ce qui est juste ou faux ; nous devons être conscients que le débat exprime plutôt une contradiction qui existe dans la réalité.

Les deux faces de la politique de transformation

Entre-temps, les partis de gauche ont appris que l'action sociale n'est pas exclusivement tournée vers l'État. Un problème en découle. La gauche traditionnelle—y compris la social-démocratie réformiste et le communisme—a considéré la question du pouvoir comme «une question fondamentale pour tout changement social». Cette conception de la politique de transformation a échoué, comme l'a montré clairement la fin du 20^e siècle. L'accord largement répandu avec la thèse de John Holloway selon laquelle on changera le monde sans s'emparer du pouvoir, c'est-à-dire en ignorant l'État, reflète la déception de beaucoup de gens par rapport à la pratique politique traditionnelle de la gauche. Cette idée est toutefois absurde.

Le débat revêt aussi un aspect théorique : Antonio Gramsci a analysé deux faces de l'État : le pouvoir politique et l'hégémonie. Si nous acceptons ce point de vue, ces deux faces de l'État correspondent à deux logiques de l'action politique : l'une correspond à la lutte pour le pouvoir, qui nécessite la capacité d'action stratégique, de réaliser une relative union politique et de prendre des décisions ; l'autre correspond à la construction d'une hégémonie culturelle au niveau de la pensée, avec le dépassement (simultanément maintien et transcendance) de la différence, ainsi qu'au niveau de la communication. Il n'existe pas de formule qui soit vraie en toutes circonstances pour déterminer la bonne combinaison de ces deux dimensions de la politique. Mais il est clair que la politique doit toujours être composée de ces deux éléments.

L'innovation du forum social mondial est de fournir un espace dans lequel il est possible de développer une conception de la contre-hégémonie face au système mondial du capitalisme néolibéral. L'innovation inhérente revêt deux aspects : l'un dépasse le cadre national en s'inscrivant dans la lutte contre l'hégémonie néolibérale, l'autre admet l'action politique au sein de la société civile, conformément au concept d'hégémonie. Cela implique d'abord et avant tout d'admettre que les forums sociaux n'offrent pas un espace assuré pour des sujets se définissant *a priori* comme «révolutionnaires» ni pour leurs représentants politiques. C'est vrai quelle que soit la façon dont ils considèrent leurs propres valeurs historiques. Les méthodes consistant à conquérir de la place pour soi-même dans la lutte pour le pouvoir avec d'autres forces politiques ont échoué ou n'ont marché que très partiellement. Pour évoluer dans le cadre du forum social mondial, de tels groupes ont dû apprendre à apporter des contributions utiles à l'élaboration de cette conception de la contre-hégémonie et ils ont dû changer leurs pratiques en matière de politique et de communication.

Le défi de la crise

La crise profonde de l'économie capitaliste mondiale constitue un nouveau défi historique. Nous vivons la manière dont l'hégémonie néolibérale se dé-

compose de l'intérieur. Toutefois, un nouveau type d'hégémonie progressiste n'a pas encore vu le jour. La lutte pour l'interprétation de la crise actuelle est en cours. Une juste interprétation de la crise globale ne saurait se limiter à la façon dont le système est régulé. La cause de la crise réside dans le mode d'accumulation capitaliste lui-même. C'est ce qui explique son caractère systémique. Modifier le système de régulation ne peut donc pas suffire. Ce qu'il faut c'est intervenir dans le processus d'accumulation, redistribuer les biens et les revenus du haut vers le bas, ainsi que «redistribuer» le pouvoir dans la vie quotidienne, c'est-à-dire aller vers une démocratie économique (comportant implicitement une perspective d'égalité hommes-femmes).

Il devient ainsi évident que, dans la crise capitaliste, ce ne sont pas seulement des idées qui sont en conflit mais aussi des intérêts. La lutte pour l'affirmation de valeurs alternatives, pour une nouvelle hégémonie, ne peut aboutir que si elle est articulée à la lutte pour une alternative politique. En outre, du point de vue des mouvements sociaux et des forums sociaux, il n'existe pas de formule qui s'applique en toutes circonstances. En tous cas, les changements provoqués par la crise conduisent à de nouveaux débats stratégiques au sein des forums sociaux. Les forums sociaux ne se transformeront pas en mouvement politique, mais un grand nombre de leurs militants veulent faire un meilleur usage de l'espace qu'ils ont créé ; ils veulent l'investir de façon politique, le transformer en un espace politique. Nous devons être partie prenante de ce processus de politisation.

Le forum social mondial a parcouru un long chemin. D'un événement annuel au Brésil, il s'est transformé en un processus mondial. En 2010, 27 forums sociaux auront lieu, dont les forums sociaux panaméricain et pan-amazonien, le forum social sur l'éducation en Palestine, le forum social des États-Unis d'Amérique et le forum social européen. On y attend des centaines de milliers de personnes. Enfin, en janvier 2011, le Forum social mondial se déroulera à Dakar.

Ce processus à l'échelle du monde est une condition préalable pour comprendre la nature systémique de la crise actuelle dans une perspective nouvelle. On admet généralement que la crise n'est pas seulement une crise économique mais aussi écologique. La crise concerne la politique mondiale et le mode capitaliste de vie et de culture dominant. Le forum social mondial de Belém, mégapole à la périphérie de la forêt amazonienne, a qualifié cet aspect systémique de «crise de civilisation».

Ce terme est aussi lié à un principe épistémologique. On ne peut pas comprendre la crise mondiale du point de vue – et avec le savoir – de la civilisation capitaliste et patriarcale qui régit le monde. Ce changement essentiel s'applique également aux connaissances critiques qui s'opposent au capitalisme mondial. Comprendre la crise de civilisation exige de «décoloniser» la connaissance elle-même. Ou, comme le dit le sociologue portugais Boaventura de Sousa

Santos, sans « justice cognitive » mondiale il ne saurait y avoir de justice sociale mondiale. Pour avancer dans cette direction, dans le processus du FSM, on s'adresse de façon spécifique aux peuples indigènes d'Amazonie, des Andes, des différentes régions d'Afrique ou aux populations exclues d'Inde. Leurs voix se feront clairement entendre lors du FSM de Dakar.

La gauche ne doit pas être nostalgique

Les crises de la finance, de l'économie et de la civilisation ne font pas que s'additionner : elles sont interdépendantes. Cela a des conséquences pour des alternatives politiques de gauche dans les centres capitalistes du Nord de la planète. De façon un peu schématique, la gauche est confrontée à deux tâches difficiles : d'une part, elle doit prendre la défense et parler dans l'intérêt de la classe laborieuse d'aujourd'hui, des hommes et des femmes, des chômeurs, de ceux qui vivent dans la précarité et des migrants, c'est-à-dire de ceux qui doivent payer la crise économique mondiale par le chômage, la pauvreté et la destruction de l'État-providence, alors que les profits du capital s'accroissent et que les dirigeants empochent des millions de bonus. Qui, sinon la gauche, nommera cette réalité par son nom, une « guerre menée par la classe d'en haut » ?

D'autre part, face à la crise, les discours de politique de classe connaissent un renouveau. Mais, aujourd'hui, les termes de « classe » et de « confrontation de classes » font référence à une réalité nouvelle et surtout mondiale. Il n'y a pas de retour à « l'âge d'or » du capitalisme fordiste. Même si elle reprend certains de ses termes traditionnels, la gauche ne doit pas éprouver de nostalgie.

Les nouvelles technologies, les nouvelles relations de travail, les changements socio-structurels, la menace de catastrophe climatique et l'évolution des rapports de force politiques dans le monde posent de nouveaux défis pour l'action politique ainsi que pour les formes de communication et d'organisation. Tous doivent trouver leur place de manière globale dans l'univers imaginaire de la gauche.

Réforme politique et morale

On ne peut pas penser les alternatives dans le domaine de l'économie seule. Si la critique du néolibéralisme a, d'abord et avant tout, démontré que le néolibéralisme vise à « dissocier » l'économie de son cadre social et culturel, on peut voir plus clairement aujourd'hui comment ce cadre est lui-même touché. Tout changement doit donc inclure ce cadre. La gauche doit s'orienter vers un changement de mode de consommation, des rapports à la nature et abandonner le regard autocentré des peuples du Nord dans leurs rapports avec les pays du Sud. On peut peut-être reprendre pour cela les termes de Gramsci, et parler de nécessité d'une réforme « politico-morale ».

La civilisation se trouve confrontée à la nécessité d'une transition vers un nouveau mode de développement chargé de contradictions et de conflits. Le

sujet politique mondial qui pourrait engager cette transition n'existe pas encore. Il doit émerger des luttes d'aujourd'hui et de demain.

L'émergence d'un sujet politique mondial de transformation et l'élaboration d'une hégémonie progressiste représentent donc les deux faces du même processus historique.

Avoir attiré l'attention sur cette question et créé un espace de débat est un mérite considérable du forum social mondial. Le problème est encore plus pertinent aujourd'hui qu'il ne l'était il y a dix ans. De plus, de nombreux acteurs du processus ressentent aujourd'hui le besoin de franchir une étape. Après avoir «célébré» leur diversité, ils veulent arriver à unir leurs capacités pour agir sur le plan politique. Pour franchir ce pas, il est nécessaire d'arriver à saisir la centralité stratégique de certains combats. Centralité signifie ici autre chose que centralisation organisationnelle.

Le forum social tente de répondre au besoin de s'orienter vers l'action, en adaptant son programme et ses formes de prise de décision. Peut-être ces changements ne vont-ils pas encore assez loin. Bien qu'il ne revendique pas le statut de monopole, le forum social mondial sera encore, dans la deuxième décennie de son existence, l'espace le plus important où pourront se mener les débats nécessaires sur cette question.